



#### GOUTTE A GOUTTE BUDGÉTAIRE

Nous avons toutes et tous pu lire sur Ulysse 44 la note « développement durable » appelant à la vigilance collective sur nos consommations d'eau : « Je préviens le service BILI si un robinet goutte ».

Un récent épisode, dans le bâtiment Graslin à Cambronne, d'un chauffe eau fuyant suffisamment fort pour que le plafond s'écroule (il a eu le bon goût de le faire hors des horaires de travail, heureusement) montre toute la limite de ces bonnes intentions. BILI a répondu qu'il fallait passer par les services de la Préfecture pour débloquent un budget « d'urgence » pour payer un plombier, ce qui prend "un peu" de temps. Si le goutte à goutte du budget me pose question, à qui dois-je m'adresser ?

#### TRAVAILLER À LA DRFIP 44 PEUT NUIRE A VOTRE SANTÉ

Nous l'avons déjà écrit à de multiples reprises, **les situations déclarées de souffrance au travail se multiplient à mesure que les emplois sont supprimés**. Jusqu'à présent, la DRFIP 44 s'est montrée incapable d'enrayer la montée de la souffrance au travail.

Plus grave encore, le CHSCT du 18 mars a mis en lumière **de graves manquements de la DRFIP 44**, provoquant la gêne et l'effacement parmi les représentants des autres administrations : rétention d'informations à l'encontre des représentant-es du personnel, manque de communication envers les médecins de prévention.

Alors que le ministère affiche sa priorité pour la prévention des risques psychosociaux (RPS), que la DRFIP 44 elle-même a engagé une démarche sur les RPS financée par le CHSCT, la Direction reste figée dans des pratiques d'un autre temps, feignant d'ignorer que la maison brûle.

Les agent-es de la Trésorerie de Châteaubriant ont exprimé en janvier leur souffrance au travail dans le registre santé et sécurité au travail. Le chef de poste a confirmé la situation alarmante décrite en détail par les agent-es : une surcharge de travail générant stress, perturbation du sommeil, épuisement, problèmes de concentration, bouffées d'angoisse, maux de tête ou d'estomac, répercussions sur la vie de famille...

Vous vous demandez sans doute ce qu'a fait la Direction pour remédier en urgence à la gravité de la situation ... A ce jour, les agents de la Trésorerie de Châteaubriant attendent toujours la réponse à cette question ! Une délégation du CHSCT s'est rendue sur place le 23 mars.

L'exemple de cette Trésorerie n'est malheureusement pas un cas isolé. La DRFIP 44 doit corriger sans délai les

dysfonctionnements inacceptables constatés, et apporter des réponses sérieuses aux services en grave difficulté avant que des événements plus graves ne se produisent.



#### DUMPING SOCIAL

Le 10 mars 2015, s'est ouvert le procès de Bouygues TP (et de ses filiales) qui s'est rendu coupable d'un grand nombre d'infractions au droit du travail (mais pas que) sur le chantier de l'EPR à Flamanville. **Le travail acharné des militant-es CGT a permis de donner l'alerte** sur les conditions de vie, de travail et les conditions d'hébergement (paies en espèces, sans feuille de paie, avec des retenues sur les tenues et les outils de travail, le non-paiement des jours fériés, ...).

Ce procès est au carrefour de la déréglementation et de la baisse du « coût du travail », de la mise en concurrence des salariés et des paradis fiscaux.

Le procès se déroule en l'absence d'Atlanco Limited, dont la justice n'a pas réussi à retrouver la trace. Cette agence internationale d'intérim, dont le siège social n'est pas connu (sic), est poursuivie pour « *travail dissimulé, dissimulation de salariés, prêt illicite de main-d'œuvre et marchandage* » de 163 ouvriers polonais et la société roumaine Elco pour celui de 297 Roumains.

**Cette Europe ultra libérale de la concurrence libre et non faussée n'a pas d'avenir !** Elle exploite les salariés et oppose les peuples favorisant au final les nationalismes quand il faudrait au contraire renforcer la coopération, l'investissement et l'élévation des niveaux de vie et l'harmonisation sociale.

Les peines encourues par les donneurs d'ordre sont ridicules : 125 000 € d'amendes pour Bouygues, à peine plus contre les sociétés d'intérim « fantômes » !

**Plus près d'ici, sur le bassin nazairien, d'autres militant-es CGT se battent pour que les droits des travailleuses et travailleurs détaché-es (venant d'un autre pays de l'UE mais soumis au droit social du pays d'origine) soient respectés. Le seul vrai moyen d'en finir avec le dumping social : égalité des droits !**

**Le 8 mars, journée internationale des Luttes des Femmes.**

Les réponses à notre quizz dans l'antidote n°205 sont en ligne.

<http://www.financespubliques.cgt.fr/44/spip.php?article1639>

